

FACE À LA GUERRE DE CLASSE LANCÉE PAR MACRON ET BORNE :

IL NOUS FAUT UN PLAN D'ACTION POUR MOBILISER TOUT LE MONDE !



Entraîner la population derrière les bastions syndicaux

Construire la grève générale reconductible

On peut gagner ! Nous avons encore des réservoirs de mobilisation dans lesquels aller puiser ! Il y a peu, 62% des Français.e.s estimaient que le mouvement devait se durcir. Tous les sondages font état d'un raz-de-marée de détermination et de rejet de Macron et son gouvernement. On a eu 3,5 millions de manifestant.e.s à deux reprises, les plus grandes mobilisations depuis des décennies. Beaucoup plus est possible !

Le piège des solutions institutionnelles

Le mouvement a eu plusieurs vitesses. D'une part les bastions ouvriers en grève reconductible de manière continue ou intermittente depuis le 7 mars jusqu'à la deuxième moitié du mois d'avril, d'autre part des secteurs uniquement mobilisés lors des journées d'action de l'intersyndicale. Enfin, il y a les lieux de travail et les couches de la société qui soutiennent le mouvement, mais sont encore extérieures à la mobilisation. Elles doutent de l'entrée en action ou cela leur semble impossible face à l'absence de présence syndicale autour d'eux, etc.

On ne peut activer ce potentiel en déviant la lutte vers les institutions, avec le Référendum d'initiative partagée (RIP) par exemple. Emprunter cette voie servirait de prétexte pour faire atterrir la mobilisation dans la rue et par la grève. Cela laisserait Macron et les médias dominants distiller pleinement le racisme et d'autres éléments de division dans la situation, comme l'illustrent la loi JO 2024, la loi immigration et l'opération militaire Wuambushu à Mayotte. À la France Insoumise, une volonté sincère de stimuler les luttes coexiste toutefois avec cette approche institutionnelle. Jean-Luc Mélenchon a souligné que «la lutte, c'est ce qui compte». Il avait également appelé l'intersyndicale à lancer une grève générale le 6 avril, comme en mai 68, par crainte «d'un étiolement de la lutte». «Ça serait unifiant et manifesterait la force», disait-il à juste titre.

Reste que la meilleure manière de structurer une grève générale est de s'adresser à la base et non aux directions syndicales dont la réticence à s'engager sur cette voie est le principal problème rencontré par le mouvement. D'autre part, le succès d'une grève générale repose sur l'implication maximale dans la lutte. On a besoin de tout le monde. Les graves erreurs de gestion de l'affaire Quatennens par la France Insoumise dans une affaire de violences conjugales constituent de véritables entraves au rassemblement de toute la classe, femmes comprises.

Construire la grève générale reconductible

Si l'intersyndicale est restée soudée aussi longtemps - y compris avec la CFDT et même après la promulgation de la loi, ce qui est inédit - c'est qu'elle a été mise sous pression par les masses à chaque étape. Seule la mobilisation de la base en a assuré la solidité. La grève reconductible a été saisie dans certains secteurs durant cette lutte (énergie, chimie-pétrole, collecte et traitement des déchets). La plupart sont maintenant derrière nous, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elles ne peuvent pas renaître après avoir repris un peu de souffle, à l'image des éboueurs. Mais le constat est là : c'est impossible de tenir à long terme sans extension et élargissement.

Les bastions du mouvement ouvrier doivent jouer le rôle moteur, ils restent l'instrument clé pour un mouvement victorieux, mais avec davantage d'attention pour entraîner dans leur sillage les secteurs et les couches moins mobilisées, et tout particulièrement la jeunesse qui s'est mobilisée de manière plus massive depuis le début du mois de mars.

Des assemblées générales existent déjà dans une multitude de lieux de travail et d'étude et elles sont cruciales pour sortir de cette idée selon laquelle la discussion sur notre lutte se limite à la communication externe. Il doit s'agir avant tout du débat sur le programme, la stratégie et les tactiques de notre combat, axé sur les tâches de la construction de la grève générale reconductible.

Des comités de grève anti-Macron doivent émerger de ces assemblées pour réunir sur tous les collègues sur les lieux de travail, syndiqués ou non, et faire de même dans les lycées, les universités mais aussi les quartiers et les immeubles. Cela deviendrait autant de quartiers généraux pour construire la grève générale reconductible et relier entre elles les différentes initiatives de lutte.

De grandes soirées de rencontre pourraient être organisées à l'initiative de ces comités en invitant une délégation de grévistes des bastions les plus avancés dans la lutte aujourd'hui pour débattre de la meilleure manière d'approfondir et d'étendre la grève. Cela aiderait grandement à gagner les hésitants à la grève. À Paris, une caisse de solidarité queer a récolté plus de 50.000 euros à partir d'initiatives de la communauté LGBT-

***Pour une lutte féministe
socialiste révolutionnaire !***

QIA+ ! Des caisses de grèves ont également été créées par des boulangers du Nord et d'autres indépendants, illustrant que lorsque la classe travailleuse entre en action, elle peut tirer derrière elles d'autres couches de la société et se présenter comme la véritable dirigeante de la nation.

Davantage d'attention doit également être accordée vers la jeunesse. Retrouver l'élan des mobilisations de la jeunesse de 2006 dans la lutte contre le Contrat Première Embauche (CPE) doit être l'objectif. Mais cette année déjà, au-delà de la mobilisation dans les cortèges et des occupations de lycées et universités, des délégations de jeunes sont par exemple venues assister des blocages d'incinérateurs, ce qui a permis de donner un peu de souffle à certains grévistes sans que le site ne puisse être relancé.

Une prochaine étape de la lutte devrait d'ailleurs comprendre des initiatives vers l'occupation des lieux de travail. Où trouver de meilleurs quartiers généraux pour réunir les différentes initiatives locales et les coordonner qu'au cœur des lieux de travail ?

L'objectif de ces comités de grève démocratiques anti-Macron à l'échelle locale, et plus largement ensuite, pourrait permettre d'impliquer dans l'action et la réflexion toute le soutien dont dispose le mouvement et de regrouper les multiples initiatives. C'est la structuration à la base qui est cruciale pour surmonter les réticences d'appareils syndicaux qui ont peur de ce qu'il pourrait advenir ensuite.

Car la construction de la grève reductible est une étape centrale, mais elle n'est qu'une étape dans la confrontation avec le régime capitaliste. Lui donner la perspective d'une "marche des millions" sur l'Élysée à partir des régions, assistée par la multiplication des "actions Robin des bois", renforcerait son implantation. L'enjeu du combat dépasse très largement les retraites : c'est de la chute de Macron-Borne et

de TOUTE la politique d'austérité dont il est question.

Pour une société gérée par et pour la majorité

La 5ème République ne fonctionne que pour les riches. La majorité, c'est nous ! En organisant la grève reductible à la base, nous pourrions constituer ensuite une véritable assemblée constituante révolutionnaire démocratique reposant sur les délégués élus des comités de lutte locaux comme étape nécessaire vers un gouvernement des travailleuses et travailleurs et de toutes les personnes opprimées. Ce n'est qu'alors que nous pourrions disposer d'une société qui veillerait à l'épanouissement de chacun.e sur base des richesses que NOUS produisons et qui nous sont volées !

TotalEnergies a annoncé un bénéfice net de 19 milliards d'euros en 2022, le plus gros de son histoire. Les entreprises du CAC 40 ont rendu à leurs actionnaires 80,1 milliards d'euros en 2022 ! Ces criminels climatiques et sociaux doivent être expropriés et nationalisés sous contrôle et gestion des travailleurs.euses. De telle manière, et avec la nationalisation des secteurs clés de l'économie (finance, grandes entreprises,...), il serait possible d'assurer un avenir décent à toutes et tous dans le respect de la planète grâce à une planification rationnelle et démocratique de l'économie.

On peut balayer Macron et son gouvernement. C'est tout à fait possible. Nous n'aurons pas nécessairement de suite un gouvernement des travailleur.euse.s. Mais quel que soit le gouvernement qui suivra, il aura bien difficile à appliquer n'importe quel programme antisocial, car il sera d'emblée confronté à un mouvement ouvrier à la confiance enhardie, avec une avant-garde renforcée numériquement et qualitativement, mais encore de larges couches de travailleur.euse.s fraîchement enrichies d'enseignements concernant la lutte pour une politique visant à renverser l'exploitation et l'oppression.

1. Retour de la retraite à 60 ans.

2. Pour une pension minimale alignée sur un salaire minimum augmenté à 2000€ net.

3. Pour l'augmentation immédiate de tous les salaires de 10% et le retour de l'échelle mobile des salaires. Plaçons les secteurs à bas salaires sous contrôle public pour assurer un véritable statut au personnel, avec un bon salaire et de bonnes conditions de travail.

4. Un emploi garanti et du temps pour vivre : pour une réduction collective du temps de travail, sans diminution des salaires, avec embauches compensatoires et diminution des cadences. Pour l'indépendance économique des femmes et la fin des emplois précaires.

5. Pour un plan d'investissements publics massifs dans les secteurs du soin et du lien, dans l'éducation, les logements sociaux, les transports publics durables, ainsi que dans les mesures de protection du climat. Les services publics doivent répondre aux besoins ; ils doivent être de qualité, accessibles à tou.te.s, à moins de 30 minutes de son lieu d'habitation.

6. Expropriation et saisie des richesses des milliardaires et réintroduction de l'ISF.

7. Nationalisation des secteurs de l'énergie et des banques sous le contrôle et la gestion démocratiques de la classe ouvrière.

8. La 5ème République s'est avérée être une république qui ne fonctionne que pour les riches, pour la constitution d'une véritable assemblée constituante révolutionnaire démocratique basée sur les délégués élus des comités de lutte dans les quartiers, les lieux de travail, les universités et les écoles comme étape nécessaire vers un gouvernement ouvrier véritablement démocratique fonctionnant selon les besoins de toutes et tous, et non pour les profits de quelques-uns.

9. Nous avons besoin d'une économie sous propriété démocratique publique et écologiquement planifiée avec un réel contrôle démocratique exercé par les travailleur.euse.s des entreprises et la société dans son ensemble pour créer des millions d'emplois durables et bien rémunérés et construire une nouvelle économie verte.

10. Vers une société socialiste démocratique reposant sur les besoins de la classe ouvrière, des jeunes, des opprimé.e.s et de la planète.



Rejoignez Alternative Socialiste Internationale (ASI/ISA) !

La bataille pour renverser le capitalisme et instaurer une alternative sociétale est internationale. Nous sommes organisés dans plus de 30 pays sur tous les continents (en Europe, mais aussi au Brésil, au Chili, au Mexique, aux USA, au Québec, au Nigeria, en Afrique du Sud, en Tunisie, en Israël/Palestine ou encore en Chine, où nous luttons contre la dictature meurtrière et capitaliste du PCC).

Notre parti mondial n'est pas une addition d'organisations nationales qui entretiennent des relations lointaines, nos sections nationales se voient régulièrement, discutent et dressent ensemble des analyses et conclusions stratégiques pour construire l'outil révolutionnaire qui s'impose dans les conditions d'aujourd'hui.

ASI/ISA France - alternative.soc.internationale@gmail.com

00 33 7 68 79 63 05 (Isaure)